



=====

Après 50 ans d'indépendance de Madagascar, Razafisambatra Louis De Mon Désir donne son point de vue sur l'évolution de l'Etat malgache et de la démocratie.

L'histoire nous permet de rappeler que les colonisateurs ont mis en place un Etat administratif et autoritaire. La hiérarchie de fonctionnaires nommés par le pouvoir central figure parmi les caractéristiques de cette matrice d'Etat implantée par la puissance coloniale. Cet Etat est autoritaire parce qu'il est faiblement soumis aux forces de contrepouvoirs. Cette logique autoritaire imposée par les administrateurs coloniaux est dans un environnement différent de la Métropole en ce sens que le modèle napoléon n'est pas démocratique mais le préfet est contrôlé par le pouvoir central et le sous-préfet par le préfet. En effet, dans le cas des colonies, les fonctionnaires nommés sont très éloignés du pouvoir central, d'où leur degré d'autonomie en gouvernant leurs cercles sans se référer à leur supérieur faute de communication et de temps.

Malheureusement, la plupart des élites malgaches au pouvoir ont le même type de référentiel, c'est-à-dire la représentation de l'Etat est autoritaire. L'indépendance enrachine l'Etat autoritaire colonial (Etat centralisé, avec les mêmes techniques administratives). On est dans la même matrice (référence à la constitution française de 1958). Les dirigeants successifs confortent un modèle d'Etat qui est celui des colonisateurs et avec leur idéologie, leur système de valeur, leur idéologie de l'Etat. Tout ce qui relève de la légitimation de l'Etat à partir des catégories scientifiques, nos élites nourrissent leurs analyses de l'Etat tirées des sciences sociales qu'elles tirent ailleurs (écoles keynésiennes, marxisme, etc.). Par exemple, la représentation de l'économie, du développement, par nos économistes a été une économie étatisée. Par la suite, ils ont accepté l'économie de marché sans oser revendiquer les priorités sociales ; mais parallèlement, une idéalisation du passé persiste au niveau de la population malgache en rappelant à tout moment que la société malgache était avant la colonisation une société d'unité, d'harmonie, de justice, de solidarité ; et toutes ces valeurs sont cassées par le phénomène d'exploitation et de domination sous plusieurs formes.

Cet Etat autoritaire ne connaît ni de contre programme ni de contrepouvoirs. Il ne fonctionne pas de la façon qu'il doit fonctionner : pas d'amélioration du niveau de vie, pauvreté grandissante. La raison de cette situation chaotique est due à la sociologie de la pratique à l'intérieur même de l'Etat malgache, en l'occurrence le néopatrimonialisme. On contrôle l'Etat par des liens familiaux, amicaux et des relations humaines. Toute est presque relation interpersonnelle. Ce néopatrimonialisme ridiculise notre pays parce qu'en guise d'exemple, on peut être premier ministre, vice premier ministre, ministre, sans avoir émis aucune proposition sur les grands axes du développement. Certes, tout un formalisme juridique relève de l'Etat légal rationnel, mais au sein de cette structure formelle, n'existent que des pratiques à caractère interpersonnel. Par conséquent, la gestion de l'Etat appartient au chef de l'Etat tout en s'enrichissant et il en est de même pour les subordonnés, d'où l'éternelle corruption et l'enrichissement sans cause. Tout en éliminant la possibilité de critiquer, un pacte verrouille tout autour des structures de l'Etat (tout le monde peut jouir de la corruption, même les petits subordonnés) : c'est la logique de redistribution dans le patrimonialisme. Actuellement, cette logique néopatrimoniale ne crée pas de richesses parce qu'elle est purement rentière. L'Etat s'affaiblit et on assiste à un accroissement de la dépendance extérieure, de l'endettement, du chômage, du divorce générationnel, etc...

On n'oublie pas que quand l'Etat a basculé dans l'union soviétique, l'occident n'a pas priorisé l'aide au développement. Mais l'effondrement de l'union soviétique a poussé les occidentaux à « reconsidérer »

les politiques d'aide à l'Etat malgache. Le changement du discours politique s'est manifesté par un nouvel référentiel de l'Etat, qui est celui de la gouvernance. Autant dire, la conception de l'Etat repose sur l'Etat minimal qui remplit un petit nombre de fonctions (sécurité extérieure, intérieure, régulation de l'économie à travers l'ajustement de l'économie), le reste relève du secteur privé (privatisations, régulation par le marché). Cet Etat minimal suppose peu de moyens et des conséquences néfastes comme

l'interdiction de recrutement des nouveaux diplômés pendant une période indéterminée, etc...
Bon nombre des intellectuels malgaches épousent ce référentiel de la gouvernance, n'ont pas de contre discours

de cette dernière. Officiellement, l'une des préoccupations de la gouvernance est l'élimination de la corruption ; toutefois, la contradiction habite le référentiel de la gouvernance, c'est-à-dire elle est un programme global qui impose une conception de la société, de l'Etat ; autrement dit, la gouvernance est un référentiel global et total. La

«*bonne*»

gouvernance est un habillage. En fait, la gouvernance est destinée à camoufler l'ultralibéralisme, responsable de l'effritement de nos valeurs sociales (le

fihavanana

surtout).

Certes, notre pays s'est trouvé également dans le mouvement historique général d'Etatisation des sociétés. On peut périodiser la construction de l'Etat malgache comme suit : - premier grand moment : début colonisation jusqu'en 1990 où une forme d'Etat s'est imposée progressivement ;

- le deuxième moment est en train de se construire par le truchement du modèle démocratique.

Mais ces deux moments restent l'expression d'une entreprise de domination politique dont la direction administrative revendique avec succès le monopole de la contrainte physique légitime ; en d'autres termes, l'Etat malgache prend encore bizarrement les formes d'Etat arbitraire ; par conséquent, réclamant une vraie démocratie, la société malgache devient de plus en plus bouillonnante, ce qui amène certains compatriotes à se poser les questions suivantes : sommes-nous obligés de refaire le mimétisme

constitutionnel ? Le chef de l'Etat doit-il toujours symboliser l'unité ou ne faut-il pas une autre structure d'Etat incarnant l'unité dans la diversité et vice-versa ?

En tout cas, maintenant notre problème est d'instaurer un Etat qui répond à la sagesse malgache. Le prochain Etat et « la gouvernance à la malgache » devront contenir les éléments de la philosophie malgache tels que : tous ensemble, se consulter et réfléchir, décider, travailler et réaliser, partager, valider, contrôler, arbitrer, sanctionner et récompenser. Mais c'est encore bien dommage pour l'histoire de notre pays que des personnalités politiques (se dissimulant derrière l'étiquette de la société civile) qui ont fait le «*béni oui oui*» devant les bailleurs de fonds internationaux pour réaliser le programme d'ajustement structurel, font partie du comité consultatif chargé de l'élaboration de la constitution de la IVème république ; de même, des soit disant juristes, qui n'ont pas bougé le petit doigt pour peaufiner des lois organiques y siègent ; y sont présents également des gens responsables du maintien du système d'entonnoir dans les universités, une des causes de l'existence d'une génération sacrifiée. En clair, ce sont des personnes dont la mission est de sauvegarder le statu quo économique, financier, intellectuel au profit d'une minorité privilégiée animée par une mauvaise manie d'empêcher une éventuelle résurgence d'un patriotisme constitutionnel dans le pays. Sûrement, elles concoctent un Etat qui ne renforcera jamais la démocratie représentative par la démocratie directe et participative.

Quand bien même le projet de constitution de la IVème république est embelli par le concept de décentralisation, il ne sera jamais bénéfique pour le peuple tant que les dirigeants ne changent pas la sociologie pratique de l'Etat ; le détournement de quelques milliards obtenus par la taxe sur les produits pétroliers du temps des gouvernorats des provinces autonomes en très éloquent. La révision de la constitution est une chose, mais l'honnêteté intellectuelle en est une autre. Cessez donc de tromper la population par le nombrilisme ethnique, régional, etc...

Arrêtez de vendre les causes nobles du peuple malgache pour qu'il parvienne à bâtir un Etat beaucoup plus participatif et à contrôler les futurs dirigeants dans la mise en œuvre de l'élément important de la démocratie : « *faites ce que vous dites et ayez la sincérité de dire ce que vous faites* »

La solution n'est pas le retour des nostalgiques au pouvoir, mais de trouver une troisième voie garantissant le redressement de Madagascar sur tous les plans.

Fait à Paris le 13 juin 2010

Razafisambatra Louis De Mon Désir

=====

Au regard de l'histoire, un demi-siècle est une courte période. N'oublions pas que les cinquante dernières années prolongent une évolution dont les premiers indices humains remontent au Ve siècle de notre ère. Il y a près de deux siècles, la monarchie merina avait obtenu la reconnaissance internationale de Madagascar pendant plus de soixante quinze ans : le traité conclu avec l'Angleterre par Radama I, le 23 octobre 1817, conférait à celui-ci le titre de « Roi de Madagascar », alors même que son pouvoir ne s'étendait que sur les deux tiers du territoire.

La célébration du cinquantenaire de l'indépendance recouvrée en 1960 ne doit donc pas occulter le passé. Elle nous offre au contraire l'opportunité d'approfondir la connaissance de notre histoire commune, pour reconnaître et apaiser les conflits d'autrefois, et pour surmonter les injustices et les malentendus passés qui handicapent toujours notre présent.

Les cinquante ans écoulés nous laissent un goût amer, il faut le reconnaître. Nous sommes loin de l'euphorie et des espoirs qui avaient accompagné la proclamation de l'indépendance par Philibert Tsiranana, le 26 juin 1960. Depuis lors, l'euphorie s'est muée en tristesse et en nostalgie, et les espoirs en déception et en doute. Les Présidents successifs, Tsiranana, Ratsiraka, Zafy et Ravalomanana, ont tour à tour promis monts et merveilles, déchaînant l'enthousiasme des foules sur l'ensemble du pays. Aucun d'eux n'a tenu parole, chacun s'est vu congédié par des citoyens déçus et frustrés.

Plus inquiétante, l'aggravation de la pauvreté n'échappe à personne. Si la population a quadruplé depuis 1960, passant de 5.183.000 habitants à environ 20 millions en 2010, le PNB par tête a diminué de moitié. En 1960, le citoyen pouvait acheter un kilo de riz avec une heure de travail payée au salaire minimum ; aujourd'hui, il y faut trois heures de travail. L'échec est encore plus grand, si on compare Madagascar avec des pays qui jouissaient d'un niveau comparable au nôtre en 1960, tels que la Corée du Sud ou notre voisine Maurice.

Enfin, nul ne conteste la dégradation de la qualité du vivre-ensemble. Les valeurs constitutives de notre identité malgache sont assurément présentes dans les esprits comme dans les discours, mais elles semblent avoir perdu leur force opératoire. La tolérance et l'hospitalité, le respect des anciens et la non-violence, qui valaient à Madagascar l'estime des autres nations, ont largement disparu des pratiques sociales. Le *fihavanana*, qui pourtant symbolise la civilisation malgache, ne crée plus l'unanimité des cœurs et des pensées.

Loin de pousser au découragement ou au renoncement, ces échecs devraient au contraire nous interpeller, et nous mobiliser. Le fait d'avoir surmonté des crises majeures qui auraient pu rompre l'unité nationale témoigne de la volonté de poursuivre ensemble le difficile chemin qui mène à la démocratie et au développement. Le fait de lutter sans relâche contre la pauvreté ambiante prouve la capacité d'innovation d'une population qui s'adapte peu à peu à la science et à la technique, à l'urbanisation et à la mondialisation. Le fait de se référer aux valeurs traditionnelles, même si elles sont trop souvent bafouées dans les faits, démontre l'attachement de tous à la particularité de notre identité.

Mais nous le savons, la tâche sera rude et longue. Il est difficile pour une société comme la nôtre de passer rapidement et sans mal d'une civilisation traditionnelle orale, hiérarchisée et agraire, à une civilisation moderne qui ne peut que devenir urbaine, égalitaire et technicienne. Alors, faisons en sorte que ce passage soit le plus rapide et le moins douloureux : cet objectif constitue le principal défi des décennies à venir. Seules l'adhésion et la participation de tous, sans arrière-pensées, permettra de le réussir dans les meilleures conditions.

Pour que ce défi puisse être relevé dans les 50 prochaines années. Et pour que les enfants d'aujourd'hui puissent célébrer le centenaire de l'indépendance malgache dans la concorde et la prospérité, que chacun prenne dès à présent toutes ses responsabilités ! **L'avenir ne se construit pas dans l'attente d'un homme providentiel qui n'existera jamais. Il se construit avec des citoyens honnêtes et compétents, et des responsables dévoués au bien commun, respectueux des droits de chacun et sachant écouter une société civile vigilante.**

Depuis bientôt dix ans, le SeFaFi s'est efforcé de tenir ce rôle de vigilance. Un quotidien de la place, plutôt favorable à Marc Ravalomanana, a écrit récemment que si ce dernier avait tenu compte de ses mises en garde, il serait encore au pouvoir. Cet échec est autant celui de la société civile, qui n'a pas suffisamment joué son rôle, que celui de dirigeants prisonniers de leurs ambitions et de leurs certitudes.

Les responsabilités du passé sont celles de tous, les espérances de l'avenir sont à assumer par tous. Aussi faut-il nous interroger, en ce temps de célébration. Nous sentons-nous toujours partie prenante d'un destin commun ? Prendre en compte l'intérêt national n'est pas incompatible avec son intérêt personnel ; mais il faut que chacun respecte la loi, qui doit donner une chance égale à tous.

Enfin et surtout, sommes-nous conscients des structures d'inégalité et d'exclusion, dont la rigidité incite les uns à la révolte et les autres à la haine ? Au seuil du nouveau cinquantenaire qui s'ouvre à nous, le SeFaFi souhaite à Madagascar et à tous les Malgaches sans exception, de s'unir dans des responsabilités partagées, dans un travail discipliné et dans un vivre ensemble harmonieux.

SEHATRA FANARAHAMASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Rue Rajakoba Augustin Ankadivato Antananarivo

Tél. : 22 663 99 Fax : 22 663 59 Email : sefaimd@gmail.com

Antananarivo, le 7 juin 2010